

Mémoire présentée à la commission sur l'avenir de l'agriculture du Québec

Ma présentation se veut celle d'un producteur agricole en processus de transfert à une relève non conventionnelle : notre fille de 36 ans avec un bac en enseignement et en orthopédagogie et le conjoint d'une autre fille issu de Montréal avec un bac en communication

Je suis un homme engagé depuis plus de 40 ans dans sa communauté et d'un maire depuis neuf ans d'une petite municipalité rurale de 2000 habitants à proximité «35 kms» de Montréal

Mon épouse France Cournoyer, femme très engagée, notamment à la présidence du syndicat local de l'UPA et membre de l'exécutif de la fédération de Saint-Hyacinthe m'accompagne depuis 39 ans

Je répondrai à trois questions

1-Comment l'agriculture peut-elle se développer entourée de citoyens

2-Une municipalité agricole dans une MRC urbaine

3-Que faire pour attirer et intégrer une relève

À prime abord situons la municipalité qui a vu naître le grand père de notre commissaire Pascale Tremblay.

Sise sur la rivière Richelieu, en face de Saint-Charles laquelle est connue pour avoir été le site d'un foyer de rébellion et d'une bataille des patriotes en 1837.

35 kilomètres du centre ville de Montréal, renommée pour ses auberges prestigieuses, l'auberge Handfield depuis 50 ans et plus récemment l'hostellerie les Trois Tilleuls Territoire à 92 % agricole, peuplée par des citoyens, 90 % venus d'ailleurs et une centaine de personnes vivants de l'agriculture.

Nous comptons 14 exploitations laitières possédants près de 650 kilogrammes de Quota journaliers, 4 exploitations de grandes cultures d'envergures, quelques autres produisant en mode pré-retraite et une demi-douzaine de fermes équestres; trois offrant des services tels cours d'équitation et hébergement de chevaux, les autres possédants des chevaux pour leur plaisir personnel. Je m'en voudrais d'oublier la Bergerie Richelieu laquelle finit des agneaux «une quarantaine par semaine»et les mets elle-même en marché via les restaurants, les magasins spécialisés et un kiosque à la ferme. Aussi un producteur de veaux de lait et un producteur de pomme de terre touché par le nématode doré.

Et maintenant je vais exposer quelques idées sur les trois questions que j'ai précédemment formulées et qui font partie de vos préoccupations.

### **Comment l'agriculture peut-elle se développer entouré de citoyens?**

Chez-nous à Saint-Marc les relations sont généralement très harmonieuses. Par contre quelques événements sont venus illustrer la fragilité de la relation Première crise il y a quelques années.

Une terre voisine d'une rue résidentielle laissée en friche depuis longtemps est acquise par des producteurs dynamiques, les nouveaux acquéreurs l'ont drainée et remise en culture un mois de juin très sec, j'en parle pour montrer l'incongruité des réactions.

Le premier tollé est venu alors que le nouveau producteur a fait réaliser un plan de drainage plantant de petits drapeaux un peu partout. Le téléphone s'est mis à sonner à la municipalité «c'est quoi le développement résidentiel derrière nos maisons? On nous avait assuré que c'était zoné agricole!» Ils ne comprenaient rien et la colère grondait.

Première constatation; ils veulent demeurer isolés, entourés de champs.

Vint les béliers mécaniques et les drains, le téléphone continua à sonner.

Vint les charrues et les instruments pour aplanir le terrain et avec eux la poussière, les téléphones sonnent encore et dernière opération le fumier et le lisier, là la catastrophe, du fumier de cochon importé de dire certain, l'aspersion de piscine pour d'autres et autres plaintes du même genre alors que ce n'était que du fumier de bovins et que le producteur avait retardé l'opération fumier d'une journée à cause de vents trop grands et dirigés vers les résidences.

Un autre événement ou suite d'événements sont venus perturber les relations entre agriculteurs et urbains.

Suite à l'abandon du moratoire sur l'industrie porcine, une citoyenne désirant se faire élire comme maire a ameuté la population sur le fait qu'un producteur agricole ne pouvait gérer la municipalité et édicter des règlements pour contrer la venue éminente de mégas-porchereries et même ce serait lui ou sa fille qui serait promoteur d'une installation sur notre territoire. Il n'y a jamais eu de porcheries à Saint-Marc et il n'y a aucun projet à l'horizon. Elle n'a pas été élue mais le mal était fait et la névrose a continué. Je vous fais grâce des détails, ce sont les mêmes arguments et la même paranoïa qui ont affecté le reste de la province et que je résume brièvement.

La majorité de la population respecte les agriculteurs pendant qu'une minorité rend la vie insupportable aux élus ainsi qu'aux agriculteurs

Tout cela pour démontrer l'ignorance des urbains face à l'agriculture et aussi des producteurs vis-à-vis des urbains.

Les mêmes opérations auraient-elles pu être réalisées sans heurts?

Le producteur n'a pensé que rentabilité, mettre en culture sa terre nouvellement acquise  
Les résidents qui vivaient, certains depuis de nombreuses années, le long d'une terre en friche ne connaissaient rien de la réalité agricole.

En conclusion de ces événements :

Une communication doit-elle précéder un changement? Probablement

Le producteur est-il outillé pour le faire? J'en doute.

La municipalité doit-elle intervenir pour prévenir? Probablement

Est-elle outillée pour ce faire? Vu le peu de ressources j'en doute.

Le milieu rural est en mutation, nous devons revoir nos méthodes de travail, prévenir vaut mieux que guérir, nous avons une ressource permanente aux loisirs pour suppléer aux bénévoles. Devrions-nous nous doter de personnel de support à la communication?

Au lieu de gérer des crises doit-on gérer la communication?

À mon sens au moment où les instruments de communications sont le plus nombreux et des plus modernes, peut-on rejoindre les gens avec autre chose que des peurs et des scandales?

Pour ce qui est des porcheries je n'ai pas de solution, le gouvernement provincial devrait investir en communication pour combler à l'ignorance des résidents. Les phobies qui existent au sujet des porcheries peuvent facilement dégénérer vers d'autres productions animales.

### **Une municipalité rurale dans une MRC urbaine**

Je ne m'étendrai pas longtemps sur le sujet, mon intervention n'a que pour but de mettre un bémol aux prétentions des MRC qui demandent de pouvoir gérer le territoire et protéger les terres agricoles

Mon expérience de 9 ans à côtoyer des maires de petites villes me démontre que ceux-ci ne considèrent l'agriculture que comme une façon d'occuper le territoire avant qu'il ne soit recouvert par l'industrie ou le résidentiel. L'agriculture n'est pas payante, cela ne fait pas grandir leur ego et leur salaire. Il y aura quand même toujours de quoi manger sur les tablettes et ce n'est pas la petite terre qu'ils convoitent qui changera la situation.

Je crois que le désir des municipalités de loger tous ceux qui veulent venir résider chez eux est une aberration et ne nous conduira en tant que **pays** qu'à la ruine. L'étalement urbain est néfaste, l'état québécois a institué une lois de protection de la zone agricole et depuis a promulgué un tas d'autres lois qui avaient pour but de gérer l'urbanisation«Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, loi de protection des activités agricoles, Communauté Métropolitaine etc.» et qui sont à mon sens des suites d'échecs.

L'objectif ultime soit **la rationalisation québécoise** n'a jamais été accepté par les décideurs locaux.

Une commission sur l'avenir des municipalités du Québec serait-elle une solution?

Les principales questions à poser seraient:

1-Comment rentabiliser les villes sans augmenter la population? Quelle est la population optimum d'une ville?

2-Devrait-on donner aux municipalités la responsabilité des infrastructures scolaires pour les obliger à considérer tous les coûts?

3-L'individualisme dans le domaine municipal a-t-il encore sa place?

4- Devrait-on établir une répartition régionale, une péréquation, avec les chicanes de clocher que cela pourrait apporté?

Je n'ai pas réponse à ces questions, je ne fais que les exposer pour vous guider dans vos réflexions.

### **Que faire pour attirer dans nos campagnes une relève dynamique?**

Je parlerai ici en tant que producteur agricole et non comme maire.

Nous avons eu à nous questionner France et moi sur la survie et le développement de notre ferme au rang des soixante à Saint-Marc.

Nous avons voulu des enfants instruits aux horizons ouverts et variés, nous avons cherché à respecter leurs aspirations et les choix qui en découlent.

Cinq enfants trois filles et deux garçons.

Il y a cinq ans celui que nous considérons comme le plus apte à prendre la relève ne montrait pas les dispositions pour y être heureux.

Son choix c'est fait clair et il nous a signifié qu'il ne désirait aucunement vivre de l'agriculture.

Que faire? Vendre et vivre avec un gros paquet d'argent? Démanteler la production laitière et continuer en grande culture jusqu'à épuisement?

La solution est venue d'où on ne l'attendait pas, l'aînée Sylviane a démontré son intérêt, 34 ans deux enfants, enseignante en Alberta, la réponse a été ouuui!?

Je saute les détails, aujourd'hui deux ans plus tard, nous nous retrouvons avec une relève qui est notre fille et le conjoint d'une autre fille non impliquée, lequel ne vient aucunement de l'agriculture.

L'organisme qui a l'acronyme CRÉA pour Centre régionale en établissement agricole nous a été d'une grande aide. Les rencontres de spécialistes «fiscalistes, conseillers en gestion, notaires etc. » nous ont grandement facilité la tâche.

Les principaux obstacles à la réalisation d'un passage réussi à la relève sont financiers et humains et ne doivent être aucunement négligés.

Comment assurer une retraite sereine à des parents qui ont tout investi dans l'entreprise? Est-ce normal et ce n'est pas nouveau de donner à la relève 50% et plus de la valeur?

Et comment donner un revenu décent à la relève?

Cette relève veut consacrer du temps à la famille? Au milieu de la trentaine c'est une réalité, c'est là qu'ils ont leurs enfants, comment concilier horaires de traite avec bébé et préparation pour l'école le matin et devoir au retour l'après-midi? Les ressources peuvent être trouvées, elles ont un prix, l'exploitation a-t-elle les revenus pour assurer un surplus de main d'œuvre? C'est là le problème.

Ce que je suggère :

1-Confirmer et outiller les CRÉA

2-Donner des ressources financières aux parents qui débutent leur famille, la relève est souvent féminine, cela change la donne.

3-Reviser les critères et montants pour l'aide à la relève, une formation universitaire quelle quelle soit prépare à la vie. Des équivalences devraient être accordées.

Des études universitaires et une expérience de vie prépare avantagement à la réussite et peut-être mieux qu'un an en étude professionnelle à 18 ans.

Il y a des garderies pour les autres classes de la société, elles fonctionnent en accord avec des horaires normaux, ce qui ne rend pas service complètement aux jeunes familles agricoles. Pour encourager la famille, l'aide aux jeunes en agriculture devrait être adaptée à la réalité.

Merci de votre écoute, mon témoignage se veut une série de pistes à vos réflexions, je suis encore disponible pour répondre à vos questions.

Robert Beaudry

441 rang des soixante

Saint-Marc sur Richelieu J0L2E0

450-584-3598

clerjoye@aei.ca